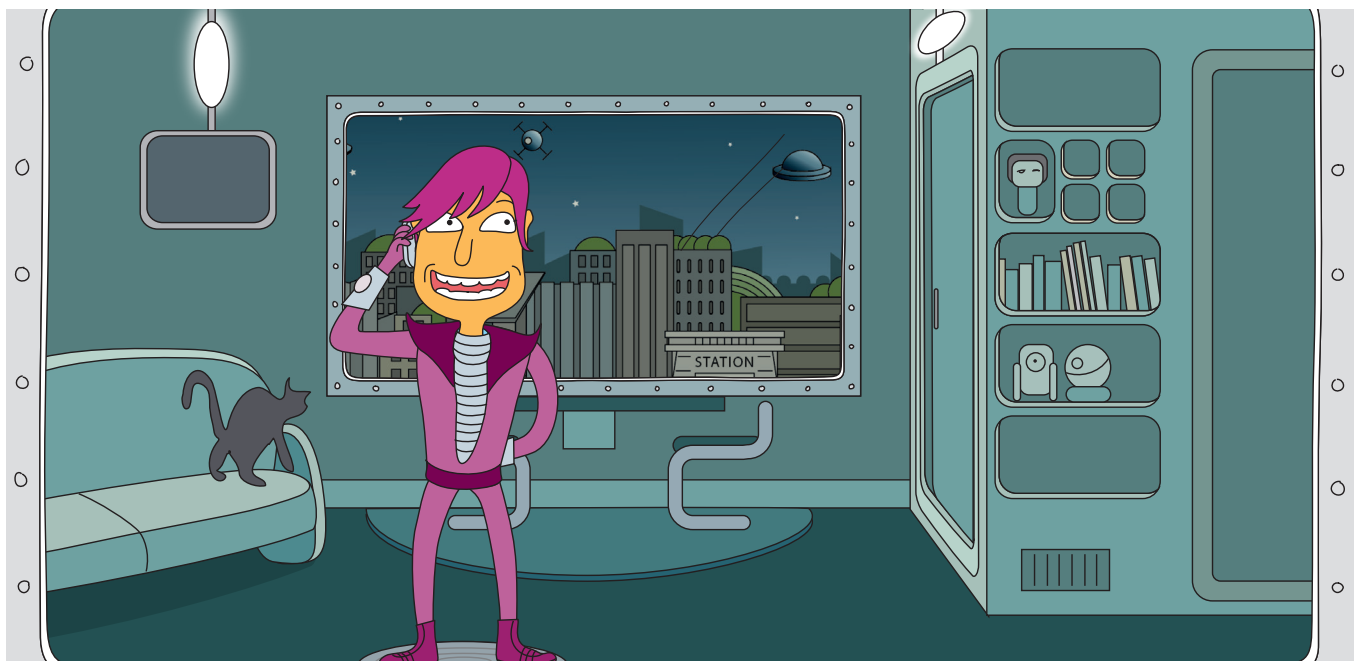


FAIRE LE CHOIX DE L'INVESTISSEMENT SOCIAL

Renforcer et améliorer le financement de la sécurité sociale suppose d'en rechercher les différents moyens et d'en analyser les avantages et inconvénients mais aussi l'existence d'une demande sociale exprimée et relayée au niveau politique. Et à ce propos, il faut taper sur le clou.



La sécurité sociale ne doit pas être considérée comme une charge mais comme un instrument de premier choix d'un développement économique et social orienté vers le bien-être¹. L'importance que chaque pays lui accorde dépend de ses choix collectifs quant aux missions de la sécurité sociale et de la perception de son efficacité qui peut avoir une dimension subjective.

À cet égard, on oublie souvent qu'outre son rôle premier de couverture de certains risques et coûts, elle contribue, avec la fiscalité, à la redistribution des revenus et, dès lors, à la réduction des inégalités, non seulement à travers ses modes de financement mais aussi suivant le calcul des prestations (minima, plafonds, taux de remboursement, intervention majorée en soins de santé, etc.).

Elle est aussi favorable au développement économique car la protection sociale qu'elle offre diminue le besoin d'épargne de précaution. De plus, en sauvegardant une partie du pouvoir d'achat des pensionnés et allocataires sociaux, elle améliore les conditions financières de la réussite scolaire et de la poursuite des études, elle permet la prévention, la guérison et la convalescence. Elle finance le progrès technique médical, crée des emplois dans les secteurs marchands et non marchands, offre des assurances sociales à faible coût et sans dividendes pour des actionnaires. Comme d'autres politiques sociales, elle peut être considérée comme un investissement social pour le bien-être de la population. Car elle contribue à prévenir des problèmes futurs de

santé, à améliorer les conditions de vie des enfants, leur latitude de choisir leur vie et leur capacité de la réaliser, ainsi que celles des personnes privées d'emploi.

Mais soyons conscients que le détricotage de la sécurité sociale reflète une lutte de territoire entre le secteur capitaliste qui pousse à la consommation de biens matériels, et le secteur non marchand, qui vise le bien-être de l'ensemble de la population. Les besoins et les demandes sociales en croissance concernent des biens et services qui doivent être financés par des moyens collectifs et être organisés ou produits par la collectivité pour que chacun-e y ait accès.

C'est pourquoi il est nécessaire que les politiques publiques limitent davantage la croissance du pouvoir d'achat dans les échoppes commerciales (...et l'aliénation à la surconsommation), de façon à pouvoir financer correctement la sécurité sociale. Les soins de santé, notamment, font partie des « biens supérieurs » au sens où, lorsque le revenu s'accroît, la part de celui-ci qui leur est consacrée, augmente. Et, entre la part des dépenses de communication qui augmente également et celles à consacrer aux soins et plus largement à la santé, il n'y a pas photo !

Patrick Feltesse, MOC

1. La sécurité sociale belge représente un peu plus de 25% du PIB en moyenne sur 2013-2015 soit 2% au-dessus de la moyenne pour la zone euro (AMECO macroeconomic database, CE, nov. 2016.)